

« De l'Atlantique à l'Oural » - Un non-sens géopolitique

Le cessez-le-feu observé sur les confins orientaux de l'Ukraine ne saurait dissimuler le conflit entre la Russie et l'Occident sur les principes fondateurs de l'ordre international public européen. La formule sur « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural » est un non-sens et le Conseil européen du 26 juin prochain doit maintenir une ligne de fermeté.

Dans l'Est de l'Ukraine, le pouvoir russe mène une « guerre couverte » à l'encontre de Kiev. Le conflit s'est désormais élargi au gaz, avec de possibles retombées dans l'ensemble de l'Europe. Le sommet européen des 26 et 27 juin 2014 reviendra sur ces questions et la formule sur « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural » ne lui sera d'aucun secours.

On sait combien les tenants de la « Russie-Eurasie » affectionnent ladite formule, volontiers maniée comme argument d'autorité. Du côté russe, les propos du général De Gaulle qui s'y réfèrent sont souvent cités. Au vrai, cette délimitation conventionnelle de l'Europe renvoie à un tout autre contexte historique et elle n'a guère de portée géopolitique.

C'est au XVIII^e siècle que Vassili Tatitchev, géographe officiel de Pierre le Grand (1689-1725), place sur l'Oural la limite entre Europe et Asie. Aux plans physique, politique et culturel, ces modestes reliefs ne constituent pourtant pas une zone de rupture. Déjà, l'Empire russe recouvre l'Asie septentrionale et s'étend jusqu'à l'océan Pacifique.

Un tel découpage relève du dessein géopolitique. L'idée directrice est de poser la Russie en empire, doté d'un centre et de périphéries. Une fois l'Europe arbitrairement délimitée par l'Oural, la Russie se trouve à cheval sur deux continents, la Sibérie constituant le substitut aux possessions outre-mer des monarchies impériales européennes.

De fait, De Gaulle mobilise l'idée d'une « Europe de l'Atlantique à l'Oural ». Prenant acte de la rupture sino-soviétique, il mise sur les ferments d'indépendance qu'il croit pressentir à l'est du rideau de fer et imagine un ordre continental fondé sur l'entente Paris-Moscou. Dans sa vision des choses, l'URSS perpétue la Russie d'antan, prétendument liée à la France par une « sympathie séculaire » et une « affinité naturelle ». Par ailleurs, il estime que la Sibérie et l'Extrême-Orient russe reviendront à la Chine.

In fine, la formation d'un système de sécurité transeurasien, avec la France et l'URSS pour piliers, permettrait de conserver le contrôle de la question allemande. « Puisque la France n'arrivait pas à prendre l'ascendant sur l'Allemagne dans le

cadre du partenariat franco-allemand et des Six, explique Georges-Henri Soutou, elle le ferait dans le cadre de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural avec l'aide de l'URSS ». C'est un retour à l'esprit du pacte franco-soviétique de 1944.

Pourtant, le second coup de Prague (août 1968) et la doctrine Brejnev de « souveraineté limitée » marquent un coup d'arrêt. Lancée par De Gaulle deux ans plus tôt, lors d'un voyage à Moscou, la politique de « détente, entente et coopération » avec Moscou se fracasse sur le phénomène totalitaire. La représentation géopolitique d'une « Europe de l'Atlantique à l'Oural » n'est décidément pas opératoire.

Le présent contexte international n'est pas plus favorable. Après la Guerre froide, la Russie post-soviétique semblait engagée dans une transition vers la démocratie de marché et faisait figure de partenaire naturel de l'Occident. Cette idée a persisté après l'instauration d'une « verticale du pouvoir » et la guerre russo-géorgienne d'août 2008. Vladimir Poutine, voulait-on croire, ne cherchait qu'à renforcer son pouvoir de négociation pour rehausser la place de la Russie.

Le rattachement *manu militari* de la Crimée et la « guerre couverte » menée contre l'Ukraine devraient déciller les yeux de tous les dirigeants européens. Ce n'est pas là une mince affaire. Le revanchisme et le révisionnisme du Kremlin ont pour triple objectif l'extension des frontières russes, la satellisation des Etats voisins (l'« étranger proche ») et la reconstitution d'une force d'opposition à l'Occident. Pour ce faire, le Kremlin entend nouer une quasi-alliance avec la Chine.

Cette « grande stratégie » fait de la Russie un Etat perturbateur qui menace les fondements juridiques et moraux de l'ordre international public européen. La référence à l'« Europe de l'Atlantique à l'Oural » n'est que le voile d'une entreprise de subversion du système de coopération géopolitique mis en place à travers l'UE et l'OTAN.

Si une telle entreprise devait l'emporter, cette « Grande Europe » évoquée par les forces politiques hostiles à l'UE signifierait le retour à des jeux d'alliances et de contre-alliances entre les Etats du Vieux Continent. Dès lors, dans une Europe fragmentée et découplée de l'Amérique du Nord, la masse critique de la Russie pourrait prévaloir de manière décisive.

Aussi les dirigeants européens doivent-ils privilégier les solidarités stratégiques et géopolitiques qui lient leurs pays respectifs. Les intérêts de sécurité et la cohésion de l'Europe une et libre sont autrement plus importants que le commerce, fût-il sublimé par les supposées vertus de l'interdépendance.

Lucidité tragique et retour au politique s'imposent aux gouvernants. La magie des mots ne saurait occulter les menaces et c'est en se préparant au pire qu'il n'advient pas

Jean-Sylvestre Mongrenier

Chercheur associé à l'Institut Thomas More